



# Mouvement international de la Réconciliation

## Branche française

### Communiqué à l'occasion des élections législatives

Au nom de leur foi chrétienne, les membres de notre mouvement, centenaire aujourd'hui, se sont mobilisés à divers époques contre les guerres, le colonialisme, le racisme d'État et l'antisémitisme et pour soutenir concrètement, avec beaucoup d'autres, les victimes de ces violences.

Aujourd'hui, à la veille des prochaines élections législatives, nous souhaitons réaffirmer notre engagement en faveur des droits de l'Homme, de la justice et de la paix par la non-violence et notre opposition à toutes les idées de racisme, de rejet de l'autre et de haine.

Nous souhaitons que nos concitoyennes et concitoyens choisissent par leur vote de construire une société inclusive, ouverte et solidaire et rejettent les politiques d'exclusion, de discrimination et d'inégalité, indignes des valeurs démocratiques et sociales de notre pays et de notre République.

Nous souhaitons la préservation et le renforcement d'un État de droit garantissant les libertés publiques, le maintien et le renforcement des services publics (hôpital, école, police, justice, culture), la protection des plus fragiles et des plus pauvres, l'accueil digne des migrants, la lutte contre les discriminations diverses et les violences qu'elles engendrent, une économie tournée vers le bien commun et non vers les superprofits de quelques-uns, une politique volontariste de protection de l'environnement, de sortie du nucléaire et d'adaptation au changement climatique.

Nous demandons l'abandon du Service National Universel et la fin de la militarisation des écoles (protocole Ministère de l'Éducation nationale – Ministère des Armées, classes défense et de sécurité globale). Nous appelons au développement d'une véritable éducation à la non-violence et à la paix dans les écoles (selon la nouvelle recommandation de l'UNESCO en la matière) et au renforcement du service civique.

Nous souhaitons que la France repense les principes de sa politique de sécurité, reprenne un processus de dialogue respectueux avec le peuple kanak, trouve les moyens diplomatiques pour permettre le retour de la paix dans la justice en Ukraine, s'engage en faveur de la paix en Israël-Palestine en reconnaissant l'État de Palestine et en travaillant à la sécurité de tous les peuples de la région, révise sa politique vis-à-vis des pays africains afin de répondre aux attentes de développement et de démocratie des peuples de ce continent, soutienne les projets de réforme de l'ONU, et signe le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

Nous nous réjouissons des prises de position de l'Église protestante unie de France (Epudef) et de la Fédération protestante de France (FPF), et de la signature par des milliers de chrétiennes et de chrétiens de la tribune « Au nom de notre foi, nous voterons contre l'extrême droite », rédigée par le collectif Justice et Espérance et que nous avons signée en tant que mouvement.

Nous appelons toutes les Églises chrétiennes à prendre nettement position de la même façon, et les chrétiennes et les chrétiens à choisir de voter en faveur des candidats et des candidates qui proposent un projet politique compatible avec les valeurs d'amour et de non-violence telles que nous les lisons dans l'Évangile.

Comité national de la branche française du Mouvement International de la Réconciliation (MIR) - 27 juin 2024